

VENDREDI

LES LIVRES



lesoir.be

BASKET-BALL

Mons éliminé
Bree-Charleroi
en finale

P.32

ESCROQUERIE

La fausse altesse
se moque de l'Europe

P.16



LE SOIR

La junte birmane s'abreuve
aux robinets financiers du gaz



P.2, 3 & 18 AU-DELÀ DE L'IMPLICATION DU GROUPE TOTAL, un rapport met en lumière le bénéfice que la junte birmane, montrée du doigt pour sa gestion face au terrible cyclone Nargis, tire du gaz local : la moitié du budget de l'Etat en dépend. © DAVID LONGSTREATH/AP.

« FRANCOPHONES,
CESSEZ DE SALIR
LA FLANDRE ! »

KRIS PEETERS, le ministre-président flamand, juge incorrect que des francophones saisissent l'Europe pour obtenir gain de cause.

Kris Peeters, le ministre-président CD&V de la Région flamande, n'est pas content, et il le dit dans un entretien accordé au *Soir*.
« Une série de plaintes d'hommes politiques francophones ont eu pour effet de noircir la Flandre. Et le pays, dit le successeur d'Yves Leterme. Il est regrettable que des francophones fassent appel à des instances européennes pour leur donner raison. Ce n'est pas correct (...). Je regrette que des Belges utilisent ces méthodes pour salir l'image de la Belgique. Le problème est plus large que l'image de la Flandre. »
L'image du nord du pays, notamment à l'étranger, sort-elle écornée de ces manœuvres condamnées par le numéro un flamand ? « Je suis un Flamand confiant et ambitieux, nous explique-t-il. Je ne cède pas à la panique. Nous sommes économiquement très forts. »
Pour redorer l'image en question, Kris Peeters prône le dialo-

gue : « La meilleure façon de la renforcer consiste ensemble, francophones et Flamands, à résoudre nos problèmes et démontrer que nous sommes à la pointe de l'innovation pour relever les défis du futur. » ■

- P.6 L'ENTRETIEN AVEC KRIS PEETERS
- P.20 L'ÉDITO DE BÉATRICE DELVAUX : « ET LA FLANDRE DÉCOUVRE LA BELGIQUE »

Pour Onkelinx et Laruelle,
« la priorité à l'urgence sociale »

Deux des femmes en vue du gouvernement Leterme, autour de la même table pour *Le Soir*, ce n'est pas banal.
Au-delà des traditionnels clivages gauche-droite, Laurette Onkelinx (PS) et Sabine Laruelle (MR) se retrouvent sur une priorité politique : l'urgence sociale qui s'impose à toujours plus de Belges.
Cet entretien croisé intervient alors que ce vendredi se tient un très attendu conseil des minis-

tres socio-économique : « L'intérêt de ce conseil, c'est qu'on va se fixer un calendrier beaucoup plus précis », explique Sabine Laruelle. « Le risque était que l'on remette ça à plus tard, renchérit Laurette Onkelinx. J'ai refusé. On ne marquera notre accord sur rien au niveau institutionnel si on n'a pas de réforme socio-économique, parce que l'urgence sociale est là. » ■

- P.4 NOTRE DÉBAT

Les pêcheurs
belges offrent
1.000 kilos de plies

Les temps sont durs pour tout le monde, mais les marins pêcheurs comptent parmi les professions qui prennent de plein fouet les effets de la hausse hallucinante des prix pétroliers. Les mouvements enregistrés ces derniers jours dans la plupart des ports français ont mis en lumière ces difficultés : au prix actuel du gasoil, les bateaux naviguent à perte. Un secteur entier a le couteau sur la gorge. Et la raréfaction du poisson en mer comme la concurrence de la pisciculture et des espèces venues des eaux du Sud n'arrangent évidemment rien.
Et dans les ports belges ?
Le sort des pêcheurs y est comparable à celui de leurs confrères

français. Ils espèrent une aide pour compenser le prix du diesel, une aide sociale pour faire face aux pertes de revenus, ainsi qu'une révision des limitations des quotas et des jours de mer.
Mais pour l'instant, les marins de chez nous n'ont pas l'intention de paralyser les ports. Pour attirer l'attention sur leurs problèmes, ils ont choisi de distribuer gratuitement 1.000 kilos de plies fraîches au public. C'est ce matin, à Zeebrugge. ■

- P.21 LE SORT DES PÊCHEURS
- P.21 ÉNERGIE : LA FACTURE GRIMPE, MAIS LES MÉNAGES NE SE MOBILISENT PAS
- P.21 LE BARIL À 135 DOLLARS. LA CROISSANCE VACILLE

Football :
Tubize
un peu plus
près de la D1

P.33 En s'imposant à Louvain (0-1), les Tubiziens ont fait un pas important vers l'élite. En tête du groupe, le match face à Lommel pourrait déjà être déterminant. On y croit dans le Brabant.

MARCHÉS	25-27	SPECTACLES	39	TÉLÉVISION	47-49
ANNONCES	28	HOROSCOPE	40	MÉTÉO	50
NÉCROLOGIE	29	MOTS CROISÉS & SUDOKU	40	PETITE GAZETTE	45

BENICIO DEL TORO
DANS LA PEAU DU « CHE »



© CARLO ALLEGRI/AP.

P.37 LE FILM fleuve signé par Steven Soderbergh a fait sensation à Cannes. Dans le rôle de Che Guevara, Del Toro étonne.





LES FORCES ARMÉES sont omniprésentes en Birmanie. Officiellement, elles ne représentent que 2,1 % du budget national. Néanmoins, selon une ONG qui s'est basée sur le budget 2006 du gouvernement birman, les dépenses de l'armée représentent 900 millions de dollars. Près de la moitié des rentrées de la junte. © EPA

REPÈRES

Economie. Considéré depuis 1987 comme l'un des pays les moins développés au monde, la Birmanie vit sur une infrastructure ferroviaire inchangée depuis le XIX^e siècle et sur des routes qui ne sont asphaltées que dans les grandes villes. Les coupures d'électricité y sont courantes, y compris à Rangoun, et l'inflation (39,5 %) est un problème récurrent. La fermeture au monde extérieur et l'effondrement du système scolaire privent le pays de main-d'œuvre formée aux techniques nouvelles. Pourtant le pays regorge de ressources pétrolières, gazières, forestières, sans compter les pierres précieuses (rubis) et les stupéfiants (héroïne, amphétamines). Le tourisme est connu mais limité : moins de 750.000 visiteurs par an.

Armée. L'un des blocages économiques sérieux provient de l'interférence du Tatmadaw (les forces armées birmanes), généralement copropriétaires ou propriétaires indirectes de tout investissement étranger. Officiellement, seuls 2,1 % du budget national sont consacrés à la Défense, mais cette armée évolue dans une économie où le volume de marché noir serait supérieur à l'économie licite. Les privatisations récemment engagées ne concernent évidemment que des sociétés déficitaires. A.L.

Birmanie / Selon Earthrights International, la moitié du budget de l'Etat est gazière

Le gaz rapporte un milliard de dollars à la junte birmane

UN RAPPORT met en lumière les flux financiers entre le consortium qui exploite le gaz et le régime birman.

Total n'est que la partie visible de l'iceberg. Le 16 mai, Thierry Desmarest, président du pétrolier français, déclarait devant l'assemblée générale des actionnaires, à Paris que l'entreprise versait « 125 millions d'euros d'impôt par an à la Birmanie ». Ou 196 millions de dollars... Selon un rapport, publié voici quelques jours par Earthrights International, organisation non gouvernementale qui s'est notamment spécialisée dans les questions de défense des droits de l'homme, les ventes du gaz extrait du champ gazier de Yadana, exploité par Total, auraient dépassé 1,3 milliard de dollars en 2007. Et environ 75 % de ce montant atterrieraient dans les caisses de la junte birmane. Soit 969 millions de dollars l'an dernier.

Cette « affaire » commence à Yadana, au large du delta de l'Irrawaddy, sous le sable de cette mer d'Andaman où le vert se noie dans un bleu à peine taquiné par les embruns. En 1992, le 9 juillet précisément, la compagnie pétrolière française qui, à l'époque, n'a encore épousé ni la belge Petrofina, ni sa compatriote Elf, signe un contrat visant à extraire quelque 140 millions de mètres cubes de gaz qui sommeillent dans ce

champ marin, ainsi qu'à construire un pipeline de plus de 400 km de long afin de le transporter jusqu'à la frontière thaïlandaise. Soit trente années de travail.

Total ne joue pas cavalier seul. Estimé à un milliard de dollars, le projet est le fruit d'une collaboration avec l'américaine Unocal (28,26 %), Moge (15 %), la compagnie pétrolière birmane, ainsi que la thaïlandaise PTT-EP (25,5 %) – cette dernière achetant la majorité du gaz pour son marché, le solde servant à alimenter la Birmanie. Principal contractant (31,24 %), Total mène les opérations : en mer comme sur terre, le logo tricolore (bleu, rouge, orange) s'impose.

Entre 1995 et 1998, quatre plates-formes surgissent des flots, 346 km de gazoduc se posent sur les fonds d'Andaman et, last but not least, 63 km du même tuyau de 90 cm de diamètre taillent la jungle. L'image du groupe pétrolier aussi.

Soixante-trois kilomètres de long, une quinzaine de large,

coincés entre le golfe de Martaban et les montagnes qui dictent la frontière avec la Thaïlande. Un corridor où le gazoduc souterrain trace un sillon, parfois imperceptible, dans la marée de feuilles et d'écorces. Une zone sous haute surveillance, difficilement accessible par voie terrestre. Que s'est-il passé en ces lieux entre 1995 et 1998, voire durant les années qui suivirent ? Au dire de Total, rien. Sinon la construction d'un pipeline. En revanche, pour plusieurs organisations de défense des droits de l'homme (notamment la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme), cette soixantaine de kilomètres a été le décor d'actes de barbarie, orchestrés par l'armée birmane avec la complicité du pétrolier français. Ces associations pointent des déplacements forcés de population, du travail forcé, de la torture, des viols et des exactions. Plusieurs plaintes – des réfugiés birmans se sont, notamment, portés partie civile – ont d'ailleurs été déposées contre Total en Belgique, en France et, indirectement, aux États-Unis où Unocal (qui a depuis lors été racheté par ChevronTexaco) était plus particulièrement visé.

Earthrights s'est notamment

basé sur les documents produits lors de ce procès – auquel Unocal a mis un terme en versant « une somme » aux plaignants – pour déterminer les gains liés à l'exploitation de Yadana. Des gains qui, selon le contrat de partage de production, se distribuent comme suit : « *Ce que la compagnie publique Moge retient, soit 15 %, n'est qu'une faible part du revenu de la junte (...) après dé-*

duction des coûts, le contrat accorde des "royalties" de 10 % au régime ainsi qu'une part du prix de vente du gaz (au thaïlandais PTT-EP, NDLR), environ 66 %, avant que le consortium touche sa part et paie les taxes. »

Autrement dit, la junte se réserve la plus grosse part du gâteau. Nulle surprise. Mais, contrairement aux estimations qui avaient été faites jusqu'à présent, le gâteau est beaucoup plus gros, et il grossit à mesure que gonflent les prix des hydrocarbures.

En 2007, ce gonflement aurait permis, selon l'organisation non

gouvernementale qui s'est basée sur le dernier budget (datant de 2006), publié par la CIA, du gouvernement birman, de couvrir les dépenses que représente l'armée, soit environ 900 millions de dollars. Autrement dit, les revenus gaziers représentent près de la moitié des rentrées gouvernementales de la junte. Des revenus essentiellement issus, non des taxes sur les revenus des opérateurs, mais de la taxation des prix du gaz livré à la Thaïlande... ■

JOAN CONDIJTS

► P.18 CARTE BLANCHE

« Collusion compromettante » pour Total, dit KBC

« *Bien que l'entreprise nie avec insistance toute implication dans les violations des droits de l'homme en Birmanie (...), le conseil consultatif estime que la collusion entre Total et le régime est si grande et si compromettante qu'il a été décidé (...) d'exclure Total des fonds d'investissement durables.* » Ainsi en a décidé, en février 2006, le « Conseil consultatif externe d'analyse de durabilité » de la KBC, un aréopage d'universitaires dont la mission est de déterminer, pour quelles sont les entreprises dignes ou non de figurer dans les fonds durables

de la banque. La maison s'en est fait une spécialité parmi les grandes banques belges, comme Dexia. Un marché pesant 7 milliards d'euros en Belgique et en croissance continue. Ces fonds dits socialement responsables n'investissent que dans des sociétés respectant un certain nombre de critères éthiques, environnementaux et politiques, et évitent des secteurs comme les jeux de hasard, le tabac... Depuis plus de deux ans donc, Total ne trouve plus grâce aux yeux de KBC, pas plus que l'américain Chevron Texaco (qui fait

partie du consortium exploitant avec le groupe français le champ gazier de Yadana en Birmanie), du moins dans l'univers durable de KBC. Car les deux valeurs ont toujours leur place dans ses fonds traditionnels...

La banque vient par ailleurs de resserrer un peu les critères politiques de ses fonds durables. Est désormais bannie toute entreprise pétrolière, gazière et minière active dans six « *pays dirigés par des régimes dictatoriaux* » : Corée du Nord, Somalie, Ouzbékistan, Turkmenistan, Soudan et Birmanie.

PAUL GÉRARD

« The Irrawaddy », un journal à soutenir

Dans les trois semaines qui ont suivi le cyclone Nargis, la fréquentation de leur site *irrawaddy.org* a explosé : quarante millions de pages vues, 200.000 « visiteurs uniques » ! Pas mal pour un média qui, à ses débuts en 1993, n'était qu'un pauvre mensuel photocopié à cinq cents exemplaires. « *A l'époque, nous rappelle son rédacteur en chef Aung Zaw, on m'avait gratifié d'un ordinateur unique venu de Singapour, et j'avais pu travailler pour me payer l'écran ! C'est moi qui photocopiais le journal sur un Xerox, me rendais ensuite à la poste, affranchissais chaque pli et envoyais le tout aux amis et ONG intéressées...* »

Quinze ans plus tard, exilé à Chiang Mai (Nord de la Thaïlande), le journal birman *The Irrawaddy* s'est imposé – de même que la radio Democratic Voice of Burma – comme l'une des rares sources indépendante d'informations sur la Birmanie : il y eut les manifestations de moines en septembre 2007, bien sûr, et ils y étaient. Si, à Bruxelles, l'ONG Actions Birmanie pouvait disséminer une certaine information auprès de 5.000 internautes – d'ailleurs largement inspirée des bulletins rédigés à Chiang Mai –, *The Irrawaddy* en atteignait 100.000, en direct.

Sa copie, souvent de très bonne qualité journalistique, s'est retrouvée à l'époque dans les colonnes de *Courrier International* ou des grands journaux américains. Mais depuis le drame du 3 mai, la visibilité de *The Irrawaddy* est planétaire, unique. Bien avant les agences de presse occidentales, la trentaine de journalistes salariés ont été les premiers à faire remonter les témoignages de victimes, révéler la curieuse absence du généralissime Than Shwe, dénoncer les détournements de l'aide humanitaire.

Interdit de diffusion en Birmanie, ce média y est devenu un mythe : par divers canaux et « *notamment via les ambassades occidentales* », nous explique Aung Zaw, cinq cents à mille exemplaires échappent chaque mois à la censure pour atterrir dans les foyers de Rangoun et Mandalay.

Sa lecture est interdite, possible de prison, et le site en ligne est bloqué par la junte. Mais une série de sites miroirs permettent aux surfeurs birmans de découvrir malgré tout les pépites d'une information libre.

A l'évidence, jamais *The Irrawaddy* n'a reçu de visa de presse pour la Birmanie : ses correspondants étrangers y voyagent en « *touristes* » ou « *hommes d'affaires* », et



RÉUNION DE RÉDACTION au siège thaïlandais du journal : ils titrent ce jeudi sur l'arrestation de onze membres de l'opposition lors de raids matinaux. © IRRAWADDY.

quatre permanents birmans sillonnent en continu le pays pour en faire remonter de l'info économique, militaire, diplomatique ou sociale, des analyses ou des caricatures grinçantes, sans autre engagement politique qu'une info de qualité. « *Ce qui est étonnant, c'est qu'ils conservent malgré tout le sens de l'humour, nous dit-on à Bruxelles auprès d'Actions Birmanie. Ils ont eux-mêmes souffert des violations des droits de l'homme et parviennent à garder le sourire.* »

« S'il y avait eu des médias démocratiques en Birmanie, ils auraient prévenu la population, il y aurait eu moins de victimes »

L'exercice n'est pas facile : « *En 1993, notre budget annuel était de 2.000 dollars et toute l'équipe était bénévole ; maintenant il est de 600.000 dollars et nous sommes tous salariés, se félicite Aung Zaw. En papier, nous diffusons 3.500 à 4.000 copies par mois – vers Bruxelles, la Maison Blanche, le Japon, l'Australie, etc. – et, sur notre site – pour l'instant renouvelé sept jours sur sept, nous atteindrons sans doute 50 millions de pages vues en ce mois de mai.* »

« *Mais nous ne sommes pas des commerciaux : nous devons nous battre en permanence pour*

trouver des sources de financement. Difficile de faire du lobbying pour un média démocratique lorsque les donateurs veulent donner dans l'urgence ou l'aide alimentaire. Ce qui est très bien ! Mais un média indépendant, c'est tout aussi vital pour préserver la cause démocratique... »

Bref, aujourd'hui, *The Irrawaddy* peine à nouer les deux bouts. Mais il a trouvé un soutien inespéré que *Le Soir* a été le premier à lui annoncer : sur chaque euro versé en Belgique à Actions Birmanie (voir ci-contre), cinquante cents iront à l'équipe rédactionnelle de Chiang Mai. Pour deux raisons : d'abord parce que la Belgique a hébergé sur son territoire deux journalistes d'*Irrawaddy* et tissé des liens avec ce média. Mais surtout parce que, comme le note Actions Birmanie, « *on sait que, grâce à l'Inde, la junte birmane a été prévenue de l'arrivée du cyclone deux jours avant le drame. S'il y avait eu des médias démocratiques en Birmanie, ils auraient prévenu la population, il y aurait eu moins de victimes. Par ailleurs, pour les réfugiés birmans, des ONG comme Irrawaddy sont des lieux de formation. Si la Birmanie s'ouvre un jour, ces journalistes reviendront au pays et auront été formés dans des médias comme The Irrawaddy.* » ■

ALAIN LALLEMAND

De la prison d'Insein à Chiang Mai, via Bangkok

A quinze ans, fréquentant l'intelligentsia progressiste et la bohème de Rangoun, il se gavait des traductions de Tchekhov, Tourgueniev et Keats, souhaitait « devenir un grand écrivain », une plume indépendante. C'est ce qui a heureusement empêché Aung Zaw, 40 ans, fondateur et rédac chef de *The Irrawaddy*, de jamais s'affilier à un mouvement politique d'opposition même si, lors des grandes émeutes étudiantes de 1988, il est au premier poste. Il a alors vingt ans, vit sous la dictature et est arrêté, incarcéré à la prison d'Insein, torturé par le renseignement militaire. « *Cela a été un moment clé pour moi : j'ai vu mes confrères torturés, j'ai moi-même expérimenté la torture.* » Echappant à une seconde rafle « *grâce aux autorités locales qui avaient sympathisé* » avec lui, Aung Zaw s'enfuit ce même été 1988 dans l'arrière-pays et commence une aventure digne de *La Birmane* de Christophe Ono-dit-Biot : « *Je suis devenu moine !, nous confie-t-il, encore étonné. Il n'y avait personne dans ce monastère, juste deux moines et moi. Nous nous*



AUNG ZAW se rêvait écrivain, grand de plume indépendante. © IRRAWADDY.

déplacements en bateau d'un village à l'autre. J'ai trouvé une vieille radio, ai demandé aux moines de m'aider à la réparer et j'ai pu ainsi rester au courant de la répression étudiante. Durant ce séjour dans l'arrière-pays, j'ai été choqué de voir la pauvreté, les orphelins, les enfants sans éducation (...) Au mois d'août, lorsque la révolte est devenue nationale, j'ai rompu avec ma condition de moine, ai gagné l'école du village où se tenait une manifestation contre la dictature, et prononcé mon premier discours politique. Les fer-

miers étaient médusés. » Il lui faudra vivre encore plusieurs mois de clandestinité dans la jungle avant de gagner Bangkok, soigner la malaria qu'il a contractée puis commencer à écrire pour les quotidiens thaïlandais *The Nation* et *Bangkok Post* : des articles centrés sur la Birmanie, bien sûr, tandis qu'il crée le Burma Information Group (BIG), collabore avec Amnesty International, Asia Watch (devenu Human Rights Watch-Asia), crée enfin en 1993 *The Irrawaddy*. « *Au début, avoue-t-il, c'était très petit, presque un fanzine d'étudiant, monté grâce à la donation d'un prêtre chrétien.* » En 1996, il décide de se rapprocher de la frontière birmane, monte sur Chiang Mai où, quatre ans plus tard, il parvient à développer le site en ligne de son magazine. Son ambition actuelle : déborder la seule couverture birmane pour couvrir également les relations de son pays avec les pays frontaliers et avec l'Asean. Le cœur de son travail reste cependant la dictature birmane. Il rêvait de Tchekhov, mais la vie lui a offert Kafka. **A.L.**

Visite ONU et... répression

C'est par des ronds de jambe et circonvolutions rhétoriques que le secrétaire général de l'ONU, le Coréen Ban Ki-moon, en visite en Birmanie, a tenté jeudi de convaincre le régime militaire d'accepter une aide humanitaire massive pour soulager les 2,4 millions de rescapés du cyclone Nargis. Résultat : les généraux ont « *montré récemment certains signes de souplesse* », a estimé Ban Ki-moon. Le premier de dix hélicoptères du PAM (Programme alimentaire mondial) a été autorisé à entrer en Birmanie ce jeudi. Ces hélicoptères seront utilisés pour des déplacements à l'intérieur du delta, lors des secours aux victimes.

Le chef de l'ONU a pu en tout cas prendre la mesure des destructions en survolant en hélicop-

tère, pendant près de trois heures, la région du delta de l'Irrawaddy (sud-ouest) dévastée par un cyclone qui a fait 133.600 morts et disparus. Arrivé dans la matinée à Rangoun, Ban Ki-moon s'est entretenu pendant vingt minutes à peine avec le Premier ministre, le général Thein Sein. Les deux hommes devaient dîner ensemble. Ban Ki-moon doit surtout rencontrer vendredi à Naypyidaw le numéro un de la junte, le généralissime Than Shwe.

Après trois semaines de drame à huis clos, la junte continue de souffler le chaud et le froid. Les médias officiels n'ont même pas évoqué la présence de Ban Ki-moon. « *L'aide fournie par des donateurs locaux et de l'étranger est distribuée systématiquement*

et à temps aux victimes dans les zones affectées », a assuré le journal *New Light of Myanmar*, porte-voix du régime. « *Les victimes ne doivent pas croire les informations fabriquées par des éléments destructeurs en Birmanie et à l'étranger* », s'est défendu le journal.

Des déplacés, réfugiés dans les écoles du delta, ont été chassés pour que puisse se dérouler, samedi, le référendum

Notons que le Parlement européen a demandé que la junte soit traduite devant la Cour pénale internationale pour « *crime contre l'humanité* » si elle persiste à refuser l'aide internationale.

Pendant ce temps, la junte a repris ses opérations de répression

politique : onze personnes appartenant presque toutes au principal parti d'opposition NLD ont été arrêtés jeudi à l'aube. Trois d'entre elles sont d'anciens prisonniers politiques ayant déjà passé plusieurs années en prison.

Si les raisons de ces arrestations demeurent nébuleuses, deux collègues des personnes détenues ont déclaré au journal *The Irrawaddy* que les autorités les accusaient de fomenter des troubles au sein d'un camp de déplacés victimes du cyclone Nargis.

Dans le même registre, relevons que des déplacés qui avaient trouvé refuge dans les écoles du delta ont été chassés de ces immeubles pour que puisse se dérouler samedi le référendum favorable à la junte militaire... (avec afp) ■

A.L.



GRAND VITARA X-PLORER
MAINTENANT €31.999 €27.999*

Grand Vitara X-Plorer 5 portes 1.9 DDIS + système multimédia (GPS avec radio/CD, MP3, DVD) + cruise control + airco automatique + démarrage sans clé + intérieur cuir et volant en cuir + look argent et bois à l'intérieur + sièges chauffants à l'avant + toit ouvrant électrique + jantes alu 17" + phares au Xenon...

*Prime de recyclage de €1.000 (TVAC) incluse, sur reprise d'un véhicule de plus de 10 ans. Le véhicule qui sera mis hors circulation définitivement doit être complet, roulant et immatriculé depuis au moins 6 mois au nom du dernier propriétaire. Offre valable du 1er au 31 mai 2008.

Grand Vitara : CO₂ : 190 - 228 gr/km - Consommation : 7,4 - 9,4 l/100 km



Carte blanche

Véronique Jamoulle
Députée PS
Delphine Gilman
Collaboratrice PS au parlement de la Communauté française
et à l'Institut Emile Vandervelde

L'« école libre plus performante que le réseau officiel »... Belle erreur de diagnostic, Docteur Destexhe ! Et à plus d'un titre. De telles affirmations sont supposées faire le bonheur du « sens commun » et d'un réseau, installer la concurrence dans le comportement des gens. Heureusement, l'allegation reste dénuée de tout fondement scientifique. Parler d'équité n'est finalement un tabou que pour ceux qui ne suivent pas les débats.

M. Destexhe succombe à la plus accessible des erreurs de débutants : confondre lecture et interprétation, chiffre et signification, en oubliant que la méthode statistique est avant tout affaire de variables et de pondération ; que l'on omette d'en inclure une – aussi essentielle que le niveau socio-économique – et le sens sera orientable à merci.

Lorsque l'on prend la peine de pondérer les scores moyens des élèves en mathématiques avec le paramètre « socio-économique » de l'établissement et des élèves qui le fréquentent, il appert sans conteste que la différence brute observée de prime abord disparaît. Ce fait indique que les réseaux ne divergent pas dans leur efficacité à former les élèves aux compétences mathématiques, contrairement à ce que voudraient faire croire ceux qui sont *in fine* davantage intéressés par les unes de journaux que par les derniers de classe.

Heureusement, nul n'est dupe à ce petit jeu qui pourrait s'apparenter davantage à des fantasmes de persécution qu'à un réel souci d'améliorer le système éducatif dans son ensemble. Car pour administrer son remède favori, il a bien fallu au docteur Destexhe diagnos-

tiquer une maladie imaginaire ! Ainsi, faudrait-il accorder plus d'autonomie à nos réseaux ? Et bien parlons-en, et amenons les précisions utiles.

Les établissements scolaires et les pouvoirs organisateurs de tous les réseaux bénéficient déjà d'une très large autonomie en Communauté française, et ce dans de nombreux domaines :

- dans les contenus et les processus d'enseignement (choix total des méthodes, des programmes de cours, des pédagogies particulières, etc.) ;
- dans la réglementation et l'organisation de la vie scolaire (autonomie du projet d'établissement et du règlement d'ordre intérieur, souplesse dans les horaires des élèves et des enseignants, etc.) ;
- dans l'utilisation des ressources financières et matérielles (autonomie dans l'allocation du budget de fonctionnement octroyé par la Communauté française ; acquisition de matériel et de biens mobiliers et immobiliers ; etc.) ;
- dans l'utilisation des ressources humaines (autonomie dans les remplacements d'enseignants, dans la planification de la formation continuée, etc.).

Au rayon de l'autonomie, ajoutons qu'aucune évaluation globale et externe de l'établissement scolaire ou du pouvoir organisateur n'est jamais exigée en Communauté française, contrairement à d'autres pays (l'Angleterre par exemple).

Dans une étude réalisée sur le sujet en 2004 par l'OCDE, les résultats montrent qu'en Communauté française 43 % des décisions sont prises au niveau de l'établissement scolaire, 25 % au niveau du pouvoir organisateur et 32 % au niveau de la Communauté française.

se ; il nous semble que cela place la part d'autonomie de l'établissement et de son pouvoir organisateur loin devant celle de la Communauté française !

Dans la même étude, en matière d'affectation des ressources, l'autonomie des établissements scolaires de la Communauté française place celle-ci à la 4^e place des systèmes éducatifs de l'OCDE les plus autonomes. Quand on sait que la Communauté française est un des systèmes éducatifs les mieux financés au monde par le pouvoir public, c'est d'autant plus important ! Toujours dans cette étude, cette fois en matière d'enseignement et de programmes, l'autonomie des établissements scolaires de la CF place celle-ci à la 6^e place des systèmes éducatifs de l'OCDE les plus autonomes !

L'autonomie est ainsi bel et bien présente. Avec son pendant évident : la confiance faite aux équipes éducatives, aux directions d'écoles, aux pouvoirs organisateurs dans la gestion de leur système.

Pour administrer son remède favori, il a bien fallu au docteur Destexhe diagnostiquer une maladie imaginaire...

En outre, rien ne prouve que lorsque l'autonomie augmente, les performances s'ensuivent systématiquement dans la même corrélation positive : certains systèmes éducatifs ont d'excellents résultats sans pour autant être « autonomistes », et vice versa. Ainsi, l'Australie et le Japon, décrits par l'OCDE comme très centralisa-

teurs, obtiennent de très bons scores à PISA. *A contrario*, la Hongrie et la République tchèque sont présentées comme des modèles d'autonomie mais leurs résultats sont mauvais.

M. Destexhe ne pourra nier que pour établir un diagnostic porteur, il importe de réaliser une bonne anamnèse. Or, dans sa comparaison entre enseignement libre (privé) et enseignement officiel, Docteur Destexhe se nourrit de documentations partielles, omettant de préciser les éléments suivants :

- la différence de score en faveur de l'enseignement libre est très étroite ;
- la différence de score s'annule, voire s'inverse, si on tient compte des caractéristiques socio-économiques des élèves ;
- si on présentait les enseigne-

ments officiels séparément (Communauté française / communes et provinces), les écoles du réseau de la Communauté française auraient des résultats supérieurs à celles de l'enseignement libre ; en effet, le réseau officiel subventionné comprend de nombreuses écoles techniques et professionnelles ou en discriminations positives, qui accueillent justement un public plus fragilisé.

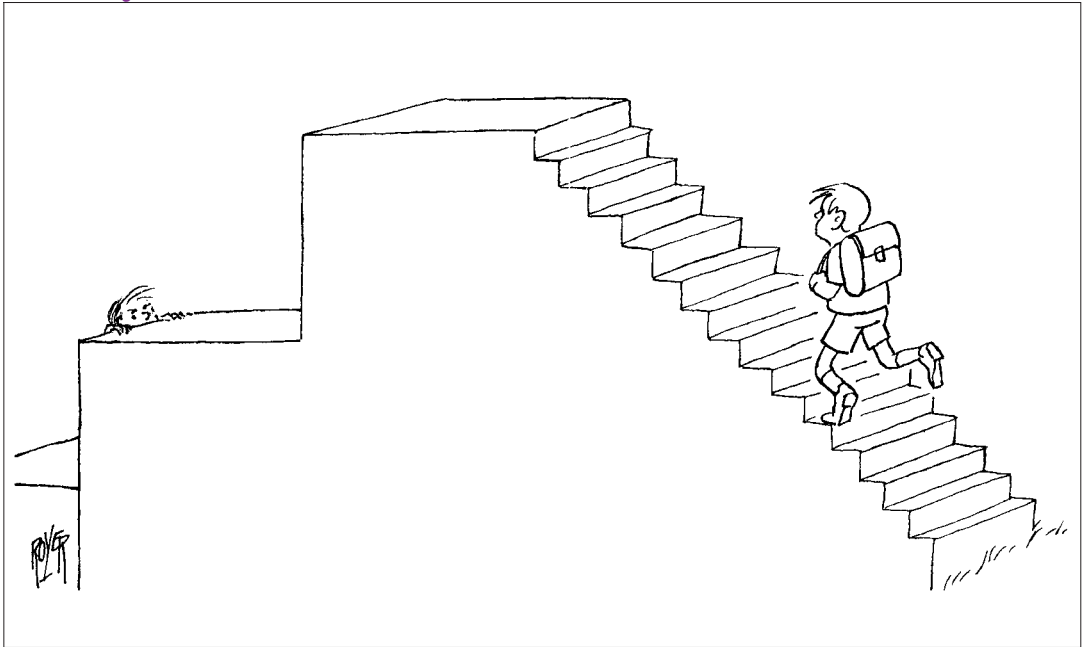
La notion même d'autonomie doit être, il nous semble, prise avec certaines précautions. Si la conception de l'autonomie par l'OCDE consiste à considérer le directeur d'école comme un « gestionnaire contractuel », rémunéré aux « résultats » et pouvant être licencié si ceux-ci ne suivent pas, nous semble tout à fait hors de propos ! Une fonction « aussi importante et primordiale pour l'avenir de nos enfants » ne peut être soumise aux lois néolibérales du marché.

Depuis le début de la législature, la ministre Arena d'abord, puis le ministre Dupont aujourd'hui, portent un projet fort de mesures qui reflètent un véritable souci d'améliorer le système éducatif, non pour quelques-uns, non dans certains réseaux, mais pour TOUS les élèves. Une école qui soit efficace, sans préjudice de l'équité ; une école qui soit de qualité pour chacun, à quelque niveau qu'il soit.

Si les résultats de la Communauté française n'étaient pas aussi interpellants, il n'y aurait pas eu une telle nécessité de réaliser un Contrat pour l'École !

Oser dépasser la simple contemplation de résultats et aller au-devant des critiques simplement destructives, n'est-il pas là, le courage politique ? ■

Le Royer



Carte blanche

Grégor Chapelle échevin
Gérald Deschietere psychiatre
Isabelle Ferreras professeur à l'UCL, FNRS
Zoé Gallez avocate
Matthieu de Nanteuil professeur à l'UCL
Au nom d'Actions Birmanie

Que Total finançait le régime birman, c'était connu de tous depuis une dizaine d'années. Dès 1996, Aung San Suu Kyi dénonçait Total comme le principal soutien du système militaire birman. Les actionnaires qui se sont déplacés à Paris le 16 mai pour la dernière assemblée générale du Groupe Total ont cependant eu droit à d'intéressantes informations. Thierry Desmarest, président du Groupe, a en effet « révélé » le montant exact des « impôts » payés par Total aux criminels contre l'humanité de Rangoon : 125 millions d'euros, chaque année. « *Je ne vois pas quel intérêt le montant total pourrait représenter pour vous* », a déclaré M. Desmarest, qui répondait à des questions d'actionnaires mandatés par Info-Birmanie et la Fédération Internationale des Droits de l'Homme (FIDH), soucieux de connaître l'ensemble des rémunérations perçues par la junte.

M. Desmarest, l'intérêt est le suivant : il nous permet de mesurer précisément l'importance de votre soutien financier et donc de votre complicité avec les criminels contre l'humanité birmans. Vous avez aussi ajouté que vous n'étiez « pas capable de savoir de manière

claire ce que ces impôts devaient ». Épatante naïveté. Rafraichissons votre mémoire, M. Desmarest : il est de notoriété publique que le régime birman utilise 40 à 50 % de son budget annuel à financer son armée de plus 400.000 hommes, contre 1.5 % à la santé et 4-5 % à l'éducation.

La vérité, M. Desmarest, c'est que vous occultez des informations en votre possession, vous « cuisinez » les chiffres, vous mentez par omission. Vous faites application des règles du jeu de votre assemblée générale ? Nous faisons usage des nôtres, à savoir croiser toutes les données publiquement disponibles et en divulguer les conclusions, pour inciter nos représentants élus à prendre les décisions pertinentes.

Publié deux jours avant le cyclone Nargis, le patient travail d'analyse de nos collègues d'EarthRights International, synthétisé dans leur rapport *The Human Cost of Energy*, est passé inaperçu (1). Cette analyse est pourtant d'une importance majeure, car elle permet de quantifier le flux d'argent qui coule depuis votre gazoduc vers les caisses du général Than Swhe. Le calcul procède en trois étapes.

Première étape, évaluer la va-

leur du gaz extrait chaque année du champ de Yadana. Ici, l'analyse repose sur des sources publiques, telles que les journaux spécialisés sur le secteur de l'énergie. Les détails sont disponibles dans le rapport intégral. Mais c'est la conclusion qui importe : les ventes du gaz de Yadana (dont plus de 90 % est vendu à la Thaïlande) ont rapporté 1,3 milliard de dollars en 2007 au consortium.

Vous êtes coupables de complicité de crimes contre l'humanité ; vous êtes la honte de nos démocraties

Deuxième étape, comprendre les revenus que la junte tire de ce gaz. L'analyse est ici rendue possible grâce aux pièces à conviction du procès Doe vs. Unocal, le procès qui a opposé en Californie pendant huit ans des réfugiés birmans à votre partenaire Unocal/Chevron. Procès interrompu en échange de 30 millions de dollars versés aux plaignants. Deux de ces pièces (l'Accord de partage de la production du consortium et le *Memorandum of understanding*) expliquent la répartition des revenus de la vente de gaz entre votre consortium et les criminels contre l'human-

ité de Rangoon. Le plus important est ici : au total, le régime percevait 75 % des revenus du projet. Au prix actuel du gaz, cela fait 972 millions de dollars.

Troisième étape et conclusion : comprendre la signification réelle de ce chiffre. 972 millions de dollars ? Il y a trop de zéros pour pouvoir se faire une idée précise. Mieux vaut parler en pourcentage du budget de l'état birman. Or, celui-ci est connu : la CIA estime que le budget annuel de l'État birman est de 2,3 milliards de dollars en 2006. Le consortium dirigé par Total finance donc 42 % du budget de l'État dirigé par les criminels contre l'humanité Birmans. 42 % ? Oui. Vous n'avez pas manqué de faire le rapprochement entre ce 42 % et le 40 % précédemment cité, qui était la part du budget de l'État que la junte birmane affecte à l'armée. L'équivalence des montants interpelle. D'après cette analyse fouillée, les revenus générés par le gazoduc de Total couvriraient la totalité des dépenses militaires des criminels contre l'humanité birmans. Évidemment, de par le refus de Total de publier les contrats signés par M. Desmarest avec la junte, il nous faut rester prudents. Nous poursuivons nos ana-

lyses. Mais vous nous incitez vous-mêmes à croire que ces chiffres sont justes. Vous ne les avez en effet pas contestés dans votre lettre à EarthRights International du 5 mai passé critiquant d'autres faits présentés dans le rapport (des violations des droits de l'homme commis dans votre zone d'influence, encore une fois).

Messieurs, le Groupe Total a raison d'offrir de l'essence aux ONG qui tentent de secourir les victimes du cyclone Nargis, de financer la Croix Rouge, de prêter vos hélicoptères. Dans la catastrophe, il faut aider. Laissez exprimer votre solidarité, cela fait du bien. Vos employés eux aussi ont besoin de le voir. Ils s'étaient d'ailleurs exprimés publiquement en octobre passé dans une courageuse position intersièges : « *Nous vivons un malaise en tant que travailleurs de Total* » (2).

Mais vous ne nous trompez personne. Ces actes ne sont que de pâles pansements sur une plaie que vous avez contribué à faire saigner depuis longtemps. Le contrat assurant des rentrées structurelles à la junte birmane pendant 30 ans, vous l'avez signé en 1992, à une période où la junte était financièrement exsangue et venait de ba-

fouer de manière flagrante des élections démocratiques en plus de commettre des violations massives des droits de l'Homme. C'est vous qui avez ensuite amené vos partenaires Unocal/Chevron et PTT à s'engager dans le plus grand investissement étranger en Birmanie. C'est vous qui avez ouvert le chemin de l'exploitation du gaz en Birmanie.

Messieurs ? Ouvrez les yeux. Malgré tous vos arguments, malgré tous vos mensonges, malgré vos agences de communication, les faits sont clairs. D'après nos informations, votre projet finance la totalité de l'armée d'auteurs de crimes contre l'humanité. Sans votre soutien, ces crimes ne pourraient être commis à une telle échelle. Et vous le savez. Relisez ces trois phrases. Elles représentent, en droit pénal, les trois éléments constitutifs de la complicité. En français : vous êtes coupables de complicité de crimes contre l'humanité. Plus important peut-être : vous êtes la honte de nos démocraties. ■

(1) Disponible sur www.birmanie.net
(2) Position intersièges Total, 4 octobre 2007, fax à Belga